

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/Q1/URY/1

18 octobre 1996

(96-4241)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE XVII PRESENTEE PAR L'URUGUAY

Réponses de l'Uruguay aux questions posées par les Etats-Unis¹

La Mission permanente de l'Uruguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 octobre 1996.

Réponse 1

- a) L'organisme en question, l'Office national du commerce et des produits alimentaires de base, n'a jamais fait partie de la structure organique de l'Etat.
- b) Nous supposons, par analogie, que la question posée concerne la Direction nationale du commerce qui, en vertu de la Loi n° 16.736, a été supprimée en tant qu'unité exécutive de l'Etat.
- c) La même Loi n° 16.736, dans l'article qui suit l'article stipulant la suppression mentionnée ci-dessus, crée l'Institut national du ravitaillement, personne publique non étatique, dotée des mêmes facultés et fonctions.
- d) L'Institut national du ravitaillement (INA) ne jouit d'aucune exclusivité pour l'importation d'aucun des produits qu'il commercialise, surtout à l'heure actuelle où cet institut n'exerce de contrôle ni sur les prix ni sur les tarifs, la défense du consommateur relevant du domaine de responsabilité du Ministère de l'économie et des finances.
- e) Les activités d'importation comme de fabrication visent à mettre à la disposition des éléments de la population qui disposent de faibles revenus des produits alimentaires de base. C'est pourquoi l'Institut mentionné a ses locaux dans les zones où se trouvent les populations à faibles revenus.

Enfin, nous devons ajouter que l'Institut national du ravitaillement (INA) ne jouit d'aucun monopole ni droit exclusif pour ce qui est de l'importation d'huile de tournesol ou de maté, ou d'aucun autre produit.

Réponse 2

La Société nationale des combustibles, alcools et ciment Portland (ANCAP) a fermé l'établissement "El Espinillar", qui se consacrait à la production de sucre en vertu de l'article 5 de la Loi n° 16.211 du 1er novembre 1991, et elle n'intervient plus désormais dans la production ni dans la commercialisation du sucre. L'établissement a été vendu à des particuliers.

¹G/STR/W/10.